

Séminaire général du CEE

Organisé en collaboration avec Sciences Po, LIEPP

The Arthur Andersen Effect: Business Power and the Re-Making of the Rules Against Corporate Corruption*

Mardi 20 novembre 2018

12h30 - 14h30

Sciences Po, Salle du conseil
13, rue de l'Université, 75007 Paris

Ce projet veut expliquer l'adoption récente par de nombreux pays de nouveaux instruments de lutte contre la corruption d'entreprise, tels la « convention judiciaire d'intérêt public » en France, les « accords de poursuite suspendue » au Canada, ou les « *deferred prosecution agreements* » (DPA) au Royaume-Uni. Fondés sur le modèle des DPA originaire des États-Unis, ces nouveaux instruments prennent la forme d'accords passés avec les procureurs du gouvernement, par lesquels une entreprise sous enquête pour corruption, paie une amende et reconnaît les faits, et reçoit en échange l'annulation des poursuites engagées à son encontre. Pour les procureurs, ces accords sont un moyen d'éviter de coûteuses poursuites à l'issue incertaine. Pour les firmes, ils sont une assurance contre le sort réservé à Arthur Andersen, qui s'est effondré en 2002 après avoir été désigné coupable dans l'affaire Enron. Les entreprises étrangères poursuivies pour corruption aux États-Unis ont fait pression sur leur gouvernement national afin d'obtenir le même régime de DPA, et jouer à armes égales avec les américains en matière de lutte contre la corruption. La recherche a surtout mis l'accent sur cette logique concurrentielle pour expliquer la diffusion de ces instruments. Ce projet interroge plutôt les théories du « business power » pour rendre compte de ce processus. Comment des firmes poursuivies pour corruption comme Alstom, Rolls Royce et SNC Lavalin, parviennent-elles à obtenir ce qu'elles attendent des gouvernements ? Le bruit qui entoure les scandales de corruption et coûte cher aux actions et à la réputation, ne devrait-il pas affaiblir leur pouvoir sur les gouvernements ?

Intervenant



Denis Saint-Martin, Université de Montréal, Département de Science politique & Chercheur invité à Sciences Po, LIEPP

Denis Saint-Martin a été directeur de la Chaire Jean-Monnet en intégration européenne et du Centre d'excellence de l'Union européenne des universités de Montréal et McGill. Il a complété ses études doctorales et post-doctorales à l'Université Carleton et au Minda de Gunzberg Center for European Studies de l'Université Harvard. Il est un spécialiste de l'administration publique comparée et

des questions de gouvernance. Ses nombreux articles et livres ont reçu différents prix, dont le *Best Book Award* de l'Academy of Management aux États-Unis et le prix Herbert Kaufman de l' American Political Science Association. Il a également été *Fulbright Fellow* à la Kennedy School of Government et conseiller en politique publique au Cabinet du Premier ministre du Canada. Ses recherches actuelles portent sur l'histoire globale de la politique anticorruption et l'analyse institutionnelle comparée de l'éthique parlementaire.

Discussion

Sofia Wickberg, Sciences Po, CEE

Cornelia Woll, Sciences Po, CEE

*La langue de travail sera le français

Inscription obligatoire sur le lien ci-dessus – Contact : katia.rio@sciencespo.fr